

Prise de parole intersyndicale 11 février.

Bonjour à toutes et tous,

Merci à vous toutes, à vous tous, d'être venus très nombreux à l'appel de l'intersyndicale nationale ce samedi matin.

C'est la quatrième fois que partout en France les habitants de ce pays descendent dans la rue, en masse, pour dire au gouvernement de retirer sa réforme des retraites.

Et à vous voir tous, on peut leur dire : ON N'EST PAS FATIGUE !

Semaine après semaine, depuis le 19 janvier, ce sont des millions d'entre nous, salariés, sans emploi, retraités, étudiants, qui se dressent pour dire NON.

Face à ce nombre impressionnant, le Gouvernement n'a pas d'autre choix que d'entendre ce lourd mouvement d'opposition à sa réforme des retraites.

Tous ensemble, nous sommes là pour exiger une retraite que nous voulons vivre en bonne santé, et vivre pleinement, dignement !

Travailler en bonne santé est un droit ; vivre sa retraite en bonne santé est aussi un droit.

Car ne nous y trompons pas ; les dernières annonces de la première ministre pour tenter d'obtenir le vote de la droite ne sont que des rustines. Le cœur de leur projet, c'est bien le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans avec une accélération de la durée de cotisation.

C'est-à-dire le contraire exact de ce que disait Macron le 12 mars 2017 : je cite : « Je ne toucherai pas à « l'âge de départ à la retraite fixé à 62 ans ».

De ce projet, nous n'en voulons pas !

Nous n'acceptons pas cette réforme qui va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt.

Nous n'acceptons pas l'aggravation de la précarité pour celles et ceux qui ne sont déjà plus en emploi avant leur retraite, parce qu'ils sont au chômage, en invalidité ou en arrêt de travail.

Nous n'acceptons pas que les plus précaires d'entre nous, celles et ceux dont la pénibilité des métiers n'est pas reconnue, et les jeunes soient les plus impactées par cette réforme.

Alors que le gouvernement ne cesse de répéter que cette réforme est juste et favorable aux femmes, l'étude d'impact rendue publique dernièrement, nous en donne une lecture bien différente.

Non cette réforme n'est pas juste pour les femmes : celles, en particulier, ayant eu des enfants et une carrière longue sont parmi les grandes perdantes de la réforme.

Nous ne l'acceptons pas.

Ce projet de réforme veut peser, volontairement, sur les seuls travailleuses et travailleurs sans mettre les employeurs face à leur responsabilité notamment sur l'emploi des « seniors ».

La valse-hésitation pour ajouter des contraintes au fameux « index » seniors est scandaleuse. Comment peut-on nous faire croire à des améliorations sans contraintes ?

Autre symbole, ce sont ces 1200€ bruts agités comme un progrès social alors que cela ne touchera que peu de

personnes et surtout pas les femmes... Cette très vieille promesse est bien loin des revendications des différentes organisations syndicales.

A ce mépris, depuis le 19 janvier, nous répondons par la mobilisation !

Nous sommes ici parce que nous voulons une retraite qui soit une expérience de vie, nouvelle, prolongée, comme chacun et chacune le souhaite et le décide.

Si nous nous levons contre cette réforme, c'est aussi pour dénoncer le fait que le système de retraites par répartition n'est pas en danger, que rien ne justifie une réforme aussi brutale.

Rappelez-vous... la réforme avait pour seul but, disaient-ils, de dégager de l'argent pour d'autres postes budgétaires... Il le disait eux-mêmes... devant le tollé, ils ont inventé le mythe du sauvetage du système... c'est une dramatisation qui patine dans le vide et que plus personne ne croit...

Jamais le gouvernement, arc-bouté sur son projet, n'a étudié sérieusement les propositions de nos organisations syndicales pour assurer l'équilibre financier du système tout en allant vers un réel progrès social !

- Rien pour améliorer concrètement l'emploi des seniors en matière de formation, de prévention, d'aménagement des fins de carrière, rien sur l'augmentation des cotisations patronales en cas de refus d'engagement sur l'emploi des seniors.
- Rien sur l'évolution des cotisations, rien sur la restauration de la cotisation patronale pénibilité supprimée en 2017
- Rien sur le maintien de la participation de l'Etat employeur alors qu'il projette une explosion des rémunérations indemnitaires non soumises à cotisation et sans droit à la retraite.

- Rien sur les mécanismes de solidarité du système. Nous revendiquons haut et fort que la fiscalité des revenus du patrimoine soit alignée sur celle des revenus du travail.

Notre réponse est intersyndicale, interprofessionnelle. Elle concerne le monde du travail dans son ensemble. La retraite c'est un enjeu de société, pour toutes les générations, y compris et surtout pour les plus jeunes. Trop souvent on entend « je n'aurai pas de retraite ».

Mais mesure-t-on bien que perdre ce droit c'est admettre qu'on va mourir au travail, comme cela arrive déjà à trop de nos amis, parents, connaissances ?

L'intersyndicale vous le dit ici : non ! Nous ne perdrons pas ce droit !

L'unité syndicale est là, comme ces sigles, ces drapeaux en témoignent. Elle est précieuse ! Elle est puissante ! Elle est indispensable.

La bataille de l'opinion est déjà gagnée. Plus le gouvernement explique sa réforme, plus le nombre de français en opposition augmente !

Depuis des semaines, nous montrons à ce gouvernement, par des manifestations immenses et pacifiques, que le pays ne veut pas de sa réforme. Notre nombre est notre force. Ce gouvernement doit comprendre que la démocratie c'est aussi écouter le peuple, ce peuple qui s'exprime en masse et pacifiquement depuis des semaines...

Le gouvernement doit retirer son projet de loi.

Le pays n'en veut pas.

D'ores et déjà, l'intersyndicale nationale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le jeudi 16 février. Ce 5^{ème} round, veille de la fin des travaux à l'assemblée nationale, doit être une suite forte, déterminée, unie, pour obtenir le retrait de cette réforme injuste, brutale et rejetée par le pays entier.

Et bien entendu, nous appelons à nouveau à multiplier dès demain les actions et initiatives partout sur le territoire dans les entreprises et les services, dans les lieux d'études, y compris par la grève.

Nous vous incitons aussi, si ce n'est pas déjà fait, à signer et faire signer autour de vous la pétition intersyndicale qui circule sur internet, et qui à ce jour a déjà recueilli 1 million de signatures. Ce nombre record est aussi la preuve du rejet de la réforme par le pays.

Nous pouvons gagner, et nous allons gagner : cela ne tient qu'à vous tous ici présent, à notre nombre et à notre détermination !

Restons unis et soyons déterminés !

Ensemble, debout, pour la victoire !